



Inondations dans l'Aude : **Communiqué du PCRF**



La Fédération de l'Aude du Parti Communiste Révolutionnaire de France exprime sa solidarité à l'égard des familles victimes. Notre département a été violemment touché par un épisode orageux qui a détruit nombre de logements, de biens, d'infrastructures, et causé plus d'une dizaine de morts. Par le passé, nous avons été déjà frappés durement par ces types d'orages, typiquement méditerranéens, comme en 1992 et en 1999. Nous adressons à toutes les familles des victimes nos condoléances attristées, et nos vœux de prompt rétablissement aux blessés. Nous pensons également à celles et ceux qui ont plus ou moins tout perdu sous ce déluge, souhaitant que les compagnie d'assurances indemnisent rapidement et complètement non seulement les pertes matérielles et aussi les préjudices moraux.

L'homme, pour conquérir sa liberté, doit apprendre à utiliser et à maîtriser la nature ; dans ce domaine, la prévention des risques doit être première. L'inondation qui a sévi fait partie des fléaux contre lesquels l'homme n'est cependant pas impuissant. Là aussi, nous mettons en cause pour ses responsabilités, le capital. La météo nationale a annoncé le danger ; pourtant aucune mesure sérieuse n'a été prise. Certains dénonçant même que le passage en vigilance rouge soit arrivé trop tard. Des systèmes de détection de montée des eaux existent, mais ne sont pas mis en place « parce que cela coûte trop cher ». Responsabilité du capital également quand des zones connues comme inondables ont été livrées à la spéculation foncière, les monopoles du BTP faisant pression sur les élus pour construire toujours plus. Responsabilité du capital quand pour le profit maximum des entreprises, les bétons et goudronnage permettant l'infiltration des eaux ne sont pas utilisés dans les constructions. Toujours la soif de profits immédiats qui se reflète dans le maintien de barrages ou digues vieux de plusieurs siècles (quand ils ne sont pas absents) ou le non entretien des cours d'eau et berges. Pourtant, les communes de l'Aude ayant pu réaliser récemment dragage et nettoyage des cours d'eau et égouts ont montré une meilleure résistance aux crues. La crise systémique du capitalisme avec ses multiples plans d'austérité, d'attaques des droits sociaux de la population, couches populaires en premier lieu, avec le rabotage des subventions et dotations publiques aux communes et collectivités locales, nous pensons ici plus particulièrement aux communes les plus pauvres, avec les attaques contre les services publics, nous montre que la population est globalement exposée aux risques majeurs climatiques, météorologiques. Notre département est chaque année sur le podium des départements les plus pauvres du pays. Les maisons construites dans des zones inondables, au rabais, non surélevées, sans normes hydrauliques ou sismiques, sans système d'évacuation et de sécurisation, sans entretien régulier, sont le lot quotidien de nombreux Audois.

Enfin, à quand un plan général d'alerte, d'évacuation et d'hébergement des habitants obligés de quitter leurs foyers ? Il ne suffit plus d'un énième plan Macron-Philippe ! En 2016, ce sont les crues du bassin parisien qui ont fait des milliers de victimes. Cette politique qui doit construire la sécurité des populations doit être engagée par l'État avec tous les moyens financiers et humains nécessaires. Pourquoi par exemple des ordres d'évacuation d'ampleur ne sont-ils pas pris ? Parce qu'il n'y a pas les infrastructures d'urgence pour accueillir plus loin des bords de cours d'eau ou rivages.

Seule une planification centralisée et démocratique, s'appuyant sur les sciences, peut éviter de telles catastrophes. L'anarchie de la production, la concurrence, la propriété privée des moyens de production empêchent une telle planification populaire. Le capitalisme a fait son temps, la classe bourgeoise conduit le pays à la faillite et à la catastrophe humaine et économique, raison de plus pour s'engager dans la voie révolutionnaire qui conduira à la destruction du capitalisme et à sa substitution par le socialisme-communisme, le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.